

Quand la démographie s'intéresse au travail des femmes...
When Demography Considers Women's Work...
Cuando la demografía se interesa al trabajo de las mujeres...

Marianne Kempeneers

Volume 14, Number 2, octobre 1985

Démographie sociale

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/600568ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/600568ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print)

1705-1495 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Kempeneers, M. (1985). Quand la démographie s'intéresse au travail des femmes.... *Cahiers québécois de démographie*, 14(2), 147-164.
<https://doi.org/10.7202/600568ar>

Article abstract

The purpose of this paper is to outline the various approaches to women's work adopted in social sciences, and to suggest that the one developed in demography for studying the interrelationship between work and fertility represents an important methodological contribution. Indeed, the longitudinal approach privileged in demography is the most appropriate for the understanding of the basic aspects of women's work, at least if the analysis of the trajectory of activities is not dissociated from the study of the context within which this trajectory evolves, and if a broadened definition of activity is adopted.

Quand la démographie s'intéresse au travail des femmes...

Marianne KEMPENEERS*

INTRODUCTION

Quelle place est faite au travail des femmes dans la littérature démographique, sociologique et économique des quinze dernières années ? Sous quels angles y est-il abordé ?

L'objectif de cet article est de passer en revue ces différentes approches et, tout en restant très descriptif, de mettre en évidence leurs limites et leurs points forts pour la question qui nous intéresse. En effet, cette revue de la littérature constitue l'étape préliminaire d'une recherche en cours actuellement, sur le travail des femmes au Canada.

Ultimement, cette recherche vise à proposer une démarche d'analyse qui, au-delà des découpages habituels en sciences sociales, prenne en compte la totalité de l'objet «travail féminin». Pour cela, une synthèse exploratoire s'imposait, dont nous présentons ici les grandes lignes.

Le déclin de la fécondité observé dans l'ensemble des pays industrialisés est l'un des phénomènes qui retient depuis longtemps l'attention des démographes. Ces quinze dernières années ont vu se multiplier les études visant à mesurer le phénomène, à en rechercher les causes et à proposer les moyens d'y mettre un frein. C'est à partir de cette préoccupation que l'activité des femmes s'est trouvée introduite au coeur du débat, comme variable explicative. Un des principaux résultats des nombreux modèles élaborés pour comprendre la baisse de la fécondité, est en effet son association inverse avec la participation des femmes au marché du travail : moins les femmes ont d'enfants, plus elles sont présentes sur le marché du travail; moins elles sont présentes sur le marché du travail, plus elles ont d'enfants. L'existence de ce lien n'est contestée par personne, de nombreux modèles l'ayant largement démontré (Cramer, 1980; Smith-Lovin and Tickamyer, 1982; Devaney, 1983; Jones, 1981; Lehrer and Nerlove, 1982). Ce qui est loin d'être résolu cependant, c'est son sens causal : aucune analyse jusqu'ici n'a pu établir de façon convaincante si les femmes avaient réduit leur fécondité pour pouvoir aller sur le marché du travail, ou bien si elles se sont mises à travailler à l'extérieur parce qu'elles avaient moins d'enfants.

* Département de sociologie, Université de Montréal.

Nous voulons montrer que, en dépit de leur incapacité à déboucher sur une véritable explication du lien entre activité et fécondité, les recherches menées en démographie ouvrent des pistes méthodologiques tout à fait pertinentes pour l'étude du travail féminin. À l'inverse, nous voudrions suggérer l'intérêt que trouveraient les démographes à élargir le concept d'activité, tel que traditionnellement utilisé au sens d'«activité rémunérée». En effet, sans prétendre ici apporter des réponses nouvelles à ce débat fondamental en démographie, nous faisons l'hypothèse qu'un élargissement de l'analyse s'impose aujourd'hui pour le faire progresser. À cette fin, il convient, d'une part, d'élargir le concept d'activité (rémunérée) à celui de travail (incluant activités rémunérées et non rémunérées), et d'autre part, de donner au concept ainsi élargi un statut théorique autonome, au lieu de celui de variable explicative de la fécondité, qui lui était dévolu jusqu'ici.

Une définition provisoire du travail féminin, inspirée de débats récents (voir entre autres *Le sexe du travail*, 1984) pourrait être formulée comme suit : le travail féminin inclut l'ensemble des activités de production et de reproduction exercées par les femmes, tant sur le marché du travail que dans la famille.

Selon cette définition, le travail inclut donc toutes les formes d'activité, quels que soient les rapports dans lesquels elles s'exercent, et qu'elles soient rémunérées ou non. Ajoutons enfin que, entre autres spécificités sur lesquelles on reviendra dans la suite, le travail féminin a la particularité de pouvoir être accompli simultanément sous ces différentes formes; il est donc un ensemble d'activités enchevêtrées dans le temps, et non pas une succession d'emplois clairement délimités.

Cette définition élargit donc la notion traditionnelle d'«activité», la seule prise en compte (au sens d'activité rémunérée) dans les études sur la population active ou sur la mobilité socio-professionnelle. Si cette alternative «activité-inactivité» proposée dans ce type d'analyse reflète relativement bien la réalité du travail masculin, composé essentiellement d'activités rémunérées, elle est tout à fait inadéquate dans le cas des femmes. En effet, historiquement affectées aux tâches domestiques, et ce, quel que soit leur niveau d'activité rémunérée, les femmes ont de tout temps été confrontées au problème de concilier leur double tâche, et de remplir leur «double rôle» sur le marché du travail et dans la famille. L'alternative pour elles n'est donc pas «activité-inactivité», mais plutôt la combinaison «activité rémunérée-activité non rémunérée», c'est-à-dire «activité socialement reconnue-activité socialement non reconnue», qu'il faut assumer sur les deux fronts à la fois.

Le plan de ce texte reflète différents angles sous lesquels a été envisagée l'activité féminine : dans son lien étroit avec la fécondité, sous l'angle du marché de l'emploi, et finalement dans une perspective nouvelle d'articulation réciproque des activités rémunérées et non rémunérées, tenant compte du rôle central joué par les femmes à la jonction de ces deux pôles du travail.

C'est essentiellement au plan méthodologique que la première approche, axée sur le lien activité-fécondité, a retenu notre attention. C'est à ce plan que réside, à notre avis, l'intérêt majeur de cette littérature. L'approche longitudinale qui y est privilégiée est la plus appropriée pour saisir les aspects fondamentaux du travail féminin. On verra que, même si ces enquêtes n'avaient pas pour objectif d'étudier le déroulement spécifique de l'activité féminine, elles s'avèrent un instrument d'analyse très pertinent.

Cependant, l'analyse rétrospective des trajectoires d'activité des femmes que permet cette approche, ne prend un sens que si l'on étudie simultanément le contexte dans lequel elles se déroulent, c'est-à-dire à la fois le marché de l'emploi et les structures familiales.

Les caractéristiques du marché de l'emploi en ce qui a trait aux femmes - ségrégation professionnelle des sexes et discrimination - ont donné lieu à de nombreuses analyses qui sont présentées en deuxième partie.

Cela nous amènera finalement aux perspectives féministes les plus récentes qui, en dénonçant l'invisibilité de l'activité domestique et en proposant de l'analyser dans son lien dialectique avec l'activité salariée, imposent désormais un regard nouveau sur le travail féminin.

1. LE DÉBAT ACTIVITÉ-FÉCONDITÉ

Avant de dégager les présupposés théoriques de ce débat et de faire ressortir la vision de l'activité qu'il suppose, il est intéressant de rappeler ses fondements méthodologiques, et surtout la prépondérance des États-Unis dans ce champ de recherche. Cela explique le recours généralisé à des données d'enquête plutôt qu'à des données officielles de type «statique» (recensements). On rejoint ici les critiques de nombreux démographes quant à la pertinence des données de type transversal pour traiter ce sujet (Oppenheimer, 1982 : 3-4; Sweet, 1982 : 197-218). De plus en plus, les données d'enquête et l'approche longitudinale se sont imposées comme les plus adéquates pour saisir l'évolution du comportement des femmes en matière de fécondité et d'activité.

La tradition des enquêtes de fécondité, aux États-Unis, remonte aux années cinquante. D'envergure nationale comme le «National Fertility Study» (Ryder and Westoff, 1981) ou plus modestes comme le «Detroit Area Study», ces enquêtes avaient pour objectif d'étudier les comportements en matière de fécondité. L'information qui y était recueillie concernant l'activité était dès lors assez succincte et permettait difficilement d'approfondir l'analyse du lien entre les deux problèmes.

À partir des années soixante-dix, l'examen de la littérature portant spécifiquement sur ce lien révèle un fait intéressant : la majorité des études s'appuient, non plus sur des enquêtes de fécondité, mais sur des enquêtes beaucoup plus vastes, aux objectifs plutôt économiques et sociaux que strictement démographiques. C'est ainsi que les données recueillies

dans le cadre du «National Longitudinal Survey» d'une part, et du «Michigan Study of Income Dynamics» d'autre part, ont été largement utilisées (Parnes, 1975; Wright, 1976).

Au Canada, les études sur la fécondité ont continué de s'appuyer sur les données officielles (le recensement, l'état civil) jusqu'au début des années 1970, date avant laquelle on ne trouve aucune enquête d'envergure.

Dans ce contexte, l'enquête de fécondité menée en 1971 au Québec (Henripin et Lapierre-Adamcyk, 1974) revêt une importance particulière. C'était la première fois au Canada que des données rétrospectives étaient recueillies simultanément sur la fécondité et sur l'activité féminine. Bien que l'information recueillie sur l'activité ait été exploitée de façon assez succincte, elle a néanmoins permis de mettre en relation les différentes étapes de la constitution des familles avec celles du déroulement de la vie professionnelle des femmes mariées (Lapierre-Adamcyk, 1978).

Pas plus que dans les études américaines ultérieures, les résultats obtenus au Québec ne permettent de se prononcer clairement sur le sens et la nature du lien activité-fécondité. Cependant, ils présentent l'avantage de permettre une analyse rétrospective de l'activité, non seulement en termes de succession d'emplois occupés avant et après le mariage, mais aussi sur la durée et sur les motifs d'interruption invoqués par les femmes.

D'une façon générale, on peut donc dire qu'au plan des données et des méthodes, le débat activité-fécondité repose sur des bases solides aux États-Unis comme au Québec : la nature rétrospective des données, de plus en plus affirmée comme la plus pertinente, la qualité de leur cueillette, puisqu'il s'agit essentiellement d'enquêtes d'envergure nationale et à passages répétés, ainsi que les divers modèles élaborés pour leur traitement, sont autant de facteurs garantissant la fiabilité technique du débat.

Pourquoi dès lors, se demande Sweet (1982), les démographes rencontrent-ils tant de difficultés à établir le sens causal de ce lien ?

Ces difficultés viendraient des fondements théoriques du débat, que l'auteur, pour systématiser sa critique, a regroupé autour de quatre axes : la compatibilité des rôles, les rôles de sexe, l'allocation du temps et le cycle de vie. Malgré ses limites assez descriptives, le bilan de Sweet a l'avantage de donner à la production scientifique des quinze dernières années un éclairage original.

a) La notion de *compatibilité des rôles* revient à poser le problème en termes de possibilité, pour les femmes, d'arriver à concilier leurs rôles de mère-épouse et de travailleuse. D'un point de vue macro-sociologique, cette notion répond aux courants qui mettent l'accent sur les pressions normatives obligeant les femmes à privilégier leur rôle reproducteur et maternel.

Dans cette perspective où le rôle de mère-épouse est prédominant, les autres rôles, celui de travailleuse salariée en particulier, ne sont socialement acceptables que s'ils n'entravent pas celui de mère-épouse. Les individus s'adaptent aux normes sociales, entre autres à celle de la taille de la famille, qui détermineront leur comportement en matière de fécondité (Clifford and Tobin, 1977; Waite and Stolzenberg, 1977; Tickamyer, 1979).

Qu'implique cette perspective au niveau de la relation activité-fécondité ? Il faut noter que ces normes dictent non seulement la taille requise d'une famille (pressions à la fécondité) mais aussi le comportement attendu d'une «bonne mère» (pressions au confinement domestique) : travailler à l'extérieur est mal vu si cela se fait au détriment des responsabilités familiales.

Cette perspective a pour corollaire que les taux d'activité féminins vont inévitablement varier au cours du cycle de vie. Le travail à l'extérieur s'effectuera durant les périodes où les soins aux enfants sont moins absorbants. Ainsi, les femmes seront typiquement des travailleuses sporadiques, n'allant sur le marché du travail qu'en fonction des besoins économiques de la famille et de l'intensité des soins à accorder aux enfants.

Elles occuperont plutôt des emplois de type discontinu, délaissant ceux qui supposent des engagements à long terme, des voyages ou une forte mobilité résidentielle (Polachek, 1975).

Elles s'orienteront finalement vers les types d'occupation qui prolongent leur rôle maternel, avec toutes les caractéristiques de souplesse, de disponibilité et de dévouement qu'ils supposent (Oppenheimer, 1982).

b) La notion de *rôles de sexe*, présentée par Sweet comme étant l'expression micro-sociologique de la précédente, est ainsi résumée par Kupinsky (1977) : plus une femme mariée se percevra dans un rôle «moderne», plus elle verra d'avantages économiques et psychologiques à aller sur le marché du travail; à l'opposé, plus elle se percevra dans un rôle «traditionnel», plus elle choisira de se centrer sur la famille. Les «traditionnelles» auront alors plus d'enfants que les «modernes» et elles y consacreront plus de temps (Sweet, 1982 : 203).

C'est dans cette perspective qu'aujourd'hui encore, dans les enquêtes de fécondité, on s'intéresse en priorité aux perceptions individuelles des femmes, et à leurs aspirations.

c) Une autre perspective est celle, étroitement économique, de l'*allocation du temps*. Cette approche, d'une part considère le temps comme un bien rare ayant une valeur et qu'il faut gérer le plus rationnellement possible, et d'autre part assimile les enfants à des biens durables, au même titre qu'une voiture ou un réfrigérateur, dont on escompte une satisfaction, ou du moins un usage utile (Becker, 1960, 1965).

Il s'agit donc pour les parents d'évaluer les coûts et bénéfices entraînés par la production et l'éducation d'enfants. Par coûts, on envisage non seulement les coûts directs d'entretien quotidien, d'éducation, etc., mais aussi les coûts psychologiques et ceux en termes de temps consacré à cette entreprise. Le raisonnement étant que plus l'estimation des coûts est élevée, moins on aura d'enfants, et vice versa. On connaît les nombreuses critiques adressées aux théories économiques de la fécondité, à celle de Becker en particulier (voir entre autres Blake, 1968, et Leibenstein, 1977). Nous n'y reviendrons pas ici, si ce n'est pour souligner les limites inévitables d'un raisonnement si étroitement analogique.

Par ailleurs, la perspective de l'allocation du temps suppose que les femmes établiront un calendrier rationnel d'entrées et de sorties du marché de l'emploi. Cela nous amène à la quatrième approche, à savoir celle du cycle de vie.

d) Les études du *cycle de vie* répondent à la tendance souvent exprimée en sociologie comme en démographie, à privilégier une démarche plus dynamique d'observation rétrospective des trajectoires de vie (Oppenheimer, 1982 : 4). Ainsi, le comportement des femmes en matière de fécondité et d'activité est analysé selon un schéma d'alternance, de phases, où la priorité est donnée tour à tour aux activités familiales et aux activités salariées, en fonction des pressions économiques plus ou moins fortes qui s'exercent aux différentes étapes du cycle familial.

D'un strict point de vue démographique, il s'agit là d'une démarche extrêmement pertinente pour l'étude de l'activité féminine, puisqu'elle permet de reconstituer simultanément le calendrier des entrées et des sorties du marché de l'emploi, et celui des «événements démographiques» (mariages, naissances, etc.).

Il convient cependant de s'interroger sur les présupposés théoriques de cette approche développée par Oppenheimer. Deux points en particulier sont à souligner; le premier concerne la définition même de «cycle», et le second la notion de «gagne-pain principal».

Premièrement, de la définition proposée, il ressort en effet que la notion de cycle recouvre une réalité différente selon qu'elle s'applique aux femmes ou aux hommes, «family-cycle» concernant prioritairement les femmes, et «career-cycle» exclusivement les hommes (Oppenheimer, 1982 : 9-10).

C'est à partir de cette définition que l'auteure développe sa théorie des pressions économiques, selon laquelle la femme mariée n'irait sur le marché du travail que lorsque la précarité du revenu du conjoint l'y oblige. Les périodes éventuelles de précarité seraient liées à la fois à l'évolution de la carrière du conjoint (début de carrière, changements d'emploi, etc.), à l'élargissement de la famille et au niveau de vie attendu selon son statut social. Aux étapes plus critiques du cycle de vie, la femme irait donc chercher le revenu d'appoint nécessaire.

Cette idée du gagne-pain principal, second aspect discutable de la théorie d'Oppenheimer, est une idée largement répandue dans la littérature économique en général, et dans les approches économiques de la fécondité en particulier. Easterlin (1978 : 402), entre autres, fonde l'essentiel de sa théorie sur le fait d'une division traditionnelle des tâches entre les hommes et les femmes. Ce présupposé devient dès lors facteur explicatif des configurations différentes des trajectoires d'emploi féminines et masculines.

Les pages qui suivent devraient illustrer les pièges d'un raisonnement basé sur une assertion aussi lourde de conséquences. Retenons pour l'instant l'utilité méthodologique de la notion de cycle de vie.

En conclusion, deux points ressortent de ce rapide examen du débat sur la relation entre activité et fécondité : sa solidité méthodologique, d'une part, et les limites très descriptives des résultats avancés, d'autre part. Les présupposés théoriques qui traversent le débat, en plaçant l'accent sur les comportements individuels et en évacuant les rapports sociaux dans lesquels ils s'expriment, expliquent ces limites. Ces présupposés reposent sur la conception fonctionnaliste qui, en démographie sociale (Poirier, 1981) comme dans les autres sciences sociales, sous-tend la problématique dominante de la reproduction humaine (Dandurand, 1981). Comment en effet comprendre les choix posés par les femmes face au travail, si l'on ne tient pas compte du type d'emploi qui leur sont offerts, c'est-à-dire si l'on n'étudie pas les rapports sociaux qui structurent le marché du travail ? (Sweet, 1982 : 207).

En effet, ces analyses du comportement en matière de fécondité et d'activité des femmes ne posent la question ni des contraintes du marché de l'emploi, ni de la division sexuelle du travail à l'intérieur de la famille. Elles s'interrogent encore moins sur l'interrelation entre ces deux niveaux, c'est-à-dire sur la division générale du travail, qui attribue simultanément aux femmes les places de seconde zone sur le marché de l'emploi et la responsabilité prioritaire, sinon exclusive, du travail à l'intérieur de la famille.

Les autres perspectives, dont il va être question maintenant, devraient illustrer la pertinence et la nécessité d'élargir le débat. Le travail féminin y est envisagé soit sous l'angle du marché de l'emploi, soit dans son cadre domestique, soit dans sa globalité.

2. LA PLACE DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Qu'elles soient essentiellement descriptives (Messier, 1984; Statistique Canada, 1984) ou plus analytiques (Armstrong and Armstrong, 1978, 1983; Descarries-Bélanger, 1980), les études portant sur la participation des femmes au marché de l'emploi partent toutes du même constat : l'accroissement massif de la main-d'oeuvre féminine salariée, depuis le début des années soixante au Québec comme dans l'ensemble des pays industrialisés, n'a pas modifié sa structure caractéristique ni entraîné de

réduction substantielle des inégalités entre hommes et femmes sur le marché de l'emploi. En effet, les femmes restent concentrées dans un éventail réduit de secteurs et de professions, beaucoup sont à temps partiel, et dans l'ensemble elles sont encore largement sous-rémunérées par rapport aux hommes (Bernier et David, 1978; David, 1981; White, 1983).

Le problème de la discrimination salariale, en tant que manifestation et effet des autres formes de discrimination sur le marché de l'emploi, a donné lieu à la publication d'une masse de données et de travaux théoriques. Pourtant, comme le souligne Ornstein (1982), il y a contradiction entre cette apparente sensibilisation à la question des femmes et l'immobilisme de leur situation en emploi depuis vingt ans. Sur le plan théorique, il n'existe pas de consensus quant aux mécanismes en jeu dans les diverses formes de discrimination (Poirier, 1982). Comme l'ont montré Armstrong et Armstrong (1978 : 38) pour le Canada, les inégalités de rémunération entre hommes et femmes ne s'expliquent pas seulement par la sur-concentration de femmes dans les secteurs les moins bien payés de l'économie (secrétariat, services, nursing, enseignement primaire, etc.).

On observe ainsi la persistance d'un clivage sexuel à l'intérieur de la force de travail salariée. Divers courants en économie et en sociologie ont tenté d'expliquer ce phénomène. On distinguera d'une part les théories qui, sans s'intéresser particulièrement à la situation des femmes, y font nécessairement référence dans l'analyse économique et sociale qu'elles proposent (théories néo-classiques, théorie de l'acquisition du statut, théorie de la segmentation du marché du travail, théories marxistes). Par ailleurs, on distinguera, parmi les théories féministes, les courants axés principalement sur le rôle économique des femmes.

Parmi les *théories néo-classiques*, mentionnons le modèle de Becker et sa théorie du capital humain (Becker, 1960 et 1964). Selon Becker, chaque individu se présente sur un marché du travail unique et concurrentiel, muni d'un certain capital en termes d'éducation et de formation professionnelle. Ce sont les écarts de formation, et dès lors de productivité, qui expliquent les écarts de rémunération.

Dans un contexte où les femmes atteignent et même dépassent le niveau de scolarité et de formation des hommes, cette théorie, fort critiquée sur d'autres points déjà (Ornstein, 1982), s'avère de moins en moins pertinente pour expliquer les inégalités observées sur la base du sexe. De plus, on le verra, cette notion de marché du travail unique est tombée en désuétude avec l'émergence et l'affirmation des théories d'un marché du travail segmenté.

Découlant de la perspective fonctionnaliste de la stratification sociale, la *théorie de l'acquisition du statut* a produit de nombreux modèles visant à établir des liens entre le milieu familial, l'instruction et la profession (Blau and Duncan, 1967). Du point de vue empirique, cette approche s'apparente à celle du capital humain : elle pose le problème en termes d'adéquation entre les caractéristiques individuelles acquises par les individus et un marché du travail, là aussi unique et homogène. En ce qui concerne les femmes, cette perspective suppose donc que c'est le capital

apporté par chacune qui déterminera sa position dans la structure occupationnelle (Boyd and Humphreys, 1979). Par conséquent, dans la mesure où les qualifications apportées ne s'accordent pas à celles des hommes déjà en place, les femmes seront désavantagées (Sokoloff, 1980 : 190).

La *théorie de la segmentation du marché du travail* (Doeringer and Piore, 1971; Edwards, Reich and Gordon, 1975) s'est imposée comme l'approche rivale de la précédente. Selon cette théorie, ce ne sont pas les caractéristiques des individus qui expliquent les inégalités sur le marché du travail, mais plutôt la structure elle-même du marché, qui réserve à certaines catégories de travailleurs des places de seconde zone.

Les femmes se retrouveraient sur le marché secondaire, c'est-à-dire dans les secteurs à faible composition de capital, caractérisé par une moindre stabilité d'emploi, des salaires peu élevés, une faible syndicalisation, peu ou pas de mobilité professionnelle et une rotation d'emplois élevée. Les hommes par contre seraient majoritairement intégrés au «marché primaire», qui, par opposition, offre des emplois plus stables et de plus grandes possibilités de promotion. Il s'agit de secteurs à plus forte composition de capital et à taux de profit plus élevé, et où les salaires, les conditions de travail et la sécurité d'emploi sont meilleurs.

Dans cette perspective, la réduction des inégalités et de la segmentation sexuelle des emplois passe obligatoirement par une réorganisation structurelle du marché du travail.

Or, les tenants de l'approche radicale (Edwards, Reich and Gordon, 1975) au sein de cette théorie, considèrent que cette structure segmentée du marché est l'un des instruments majeurs de maximisation des profits. Une modification des structures suppose dès lors la remise en cause des fondements mêmes du système économique. C'est ce que font les théories marxistes du marché du travail.

Les *théories marxistes*, en effet, considèrent que le développement du capitalisme vers son stade monopoliste est à l'origine de la segmentation sexuelle des emplois. Cette segmentation ne fait que refléter les relations sociales de production (Sokoloff, 1980).

Au-delà des divergences fondamentales qui opposent les deux premiers courants (néo-classiques et acquisition du statut) aux deux derniers (segmentation et théories marxistes) quant à leur vision du social, les quatre présentent une caractéristique commune : aucun ne remet en question la division générale du travail selon le sexe, qui attribue aux femmes la responsabilité prioritaire sinon exclusive du travail à l'intérieur de la famille.

Il faut se tourner vers les diverses *théories de l'oppression des femmes*, et prendre simultanément en compte les notions de patriarcat et de capitalisme, pour comprendre ce phénomène de la ségrégation professionnelle des sexes (Hartmann, 1978; Sokoloff, 1980 : 186).

Selon leurs diverses orientations, les courants qui ont tenté d'expliquer l'oppression des femmes (Dandurand, 1981 : 95) ont développé différentes analyses de la division sexuelle du travail (Jaggar and Rothenberg, 1984 : 215-291).

Le féminisme marxiste traditionnel, représenté entre autres par Benston (1970), Beechey (1978) et Eisenstein (1980), ouvrait la voie en insistant sur l'importance de comprendre les liens entre la situation faite aux femmes dans la famille et celle qui leur est faite dans le monde du travail. Révisant la position de Engels, Benston (1970 : 25) faisait remarquer que jusqu'à présent aucune société n'a industrialisé le travail domestique, et que les femmes, en tant que groupe, ont un rapport défini aux moyens de production, différent de celui des hommes :

«(...) L'attribution du travail domestique comme fonction à une catégorie spéciale «les femmes», cela veut dire que ce groupe a vraiment avec la production un autre rapport que le groupe «hommes». Nous tenterons de définir les femmes comme le groupe de gens responsables de la production de valeurs d'usage simples dans les activités liées à la maison et à la famille (...). Les femmes ne sont pas exclues de la production de marchandises. Elles participent au travail salarié, mais en tant que groupe, elles n'ont pas de responsabilité structurelle dans ce domaine (...). C'est dans cette définition des femmes qu'il faut chercher la base économique de leur statut inférieur (...)».

Le féminisme marxiste repose donc sur l'idée que l'analyse de la situation des femmes doit s'appuyer sur une analyse des rapports de classes et de l'évolution des structures productives. Cependant, ajoute Benston,

«(...) L'égalité d'accès pour les deux sexes (au marché du travail) n'est pas en soi un fait suffisant pour donner l'égalité aux femmes (...). La conversion du travail actuellement effectué à la maison en tant que production privée, en un travail qui doit faire partie de l'économie publique, est la seconde condition essentielle à la libération des femmes (...). Ce ne sont que des conditions préalables. L'idée que les femmes ont un statut inférieur est profondément enracinée dans la société et il faudra beaucoup d'efforts pour l'en extirper. Mais à partir du moment où les structures qui produisent cette idée et qui en sont le support se transforment, alors nous pouvons espérer progresser (...)».

On se trouve en présence d'une vision différente avec le féminisme radical, dont la contribution la plus significative est sans doute d'avoir affirmé que «le personnel est politique». Dans cette perspective, l'importance est accordée à la lutte qu'il faut mener contre la domination mâle dans la vie privée (Jaggar and Rothenberg, 1984 : 219).

Enfin, la fin des années soixante-dix a vu émerger une seconde génération de féministes marxistes qui, tout en prolongeant les pistes théoriques annoncées par la première génération, s'en démarque sur un point essentiel : refusant de hiérarchiser entre capitalisme et patriarcat pour expliquer l'oppression des femmes, ces courants partent de l'hypothèse d'une relation dialectique entre les deux systèmes. Ils intègrent dès lors les diverses problématiques élaborées par ailleurs sur le travail domestique, ce que ne faisaient pas explicitement les courants antérieurs, même s'ils prônaient sa reconnaissance ou sa monétarisation (Vandelac et alii, 1985).

Aux États-Unis, ce courant est représenté entre autres par Hartmann (1978) et Sokoloff (1980), sous l'étiquette de «féminisme socialiste». En France, Kergoat (1983, 1984), Barrère-Maurisson (1984a, 1984b) et le collectif du *Sexe du travail* (1984) sont à l'origine d'une démarche analogue, centrée sur l'articulation entre le système productif et les structures familiales.

3. L'ARTICULATION ENTRE LE SYSTÈME PRODUCTIF ET LES STRUCTURES FAMILIALES

En dénonçant l'invisibilité du travail domestique et en essayant de l'analyser dans son rapport dialectique avec le travail salarié, les féministes marxistes de la seconde génération introduisaient une rupture décisive qui imposait un nouveau regard sur le travail des femmes, et dès lors sur le travail en général.

Sokoloff avance en effet qu'une analyse adéquate de la position des femmes dans la famille d'une part, et sur le marché du travail d'autre part, requiert que l'on étudie simultanément leur position dans ces deux sphères d'activité.

Cette approche dialectique de la famille et du marché du travail, développée aux États-Unis, s'apparente à celle développée en France sous l'impulsion d'un groupe international de chercheuses qui, au dernier congrès mondial de sociologie (Mexico, 1982), se constituait sur le thème «Articulation entre système productif et structures familiales, méthodologie des approches comparatives hommes/femmes».

Les différents textes produits sur cette initiative (voir l'ouvrage collectif *Le Sexe du travail*, 1984, et la revue *Sociologie du travail*, 1984, 3) ont en commun de «contester les démarches fondées sur la distinction entre le domaine du travail et celui de la famille, où la participation des femmes n'est pas analysée en tant que telle mais comme particularisme d'un modèle général, masculin (...). Ce décloisonnement, à travers des recherches refusant la dichotomie production/reproduction, prend au contraire pour objet leurs interrelations (...)».

D'emblée, cette approche remet donc en question les concepts utilisés jusqu'ici pour décrire l'activité professionnelle des femmes. Une telle démarche correspond au développement récent, dans la sociologie française, de la problématique des rapports de sexe (Chabaud, 1984 : 346).

Jusqu'ici, si le travail féminin n'était pas totalement absent de l'économie et de la sociologie du travail, il était analysé de façon empirique, comme spécificité ou déviance par rapport à des modèles construits sans référence aux variables de sexe.

Dans cette optique, lorsqu'on tentait d'expliquer les caractéristiques de l'activité des femmes, on se référait en priorité à leur inscription familiale. La famille, jamais prise en compte pour étudier l'activité des hommes, devenait le point de départ inévitable dans le cas des femmes : envisagée soit comme un obstacle à leur activité, soit comme la cause et condition première de leur ségrégation sur le marché du travail.

Cela revient à considérer, résumant Barthez et Delphy (1984), qu'il existerait deux sortes de charges familiales, « (...) celles des femmes, invoquées par les entreprises comme prétexte pour cantonner les femmes dans les emplois subalternes; celles des hommes, invoquées pour réserver à ceux-ci les voies de la promotion interne (...) », et que « ... Le travailleur le plus conforme aux normes du monde du travail, c'est un non-parent. Mais (...) le super non-parent, c'est le père : chargé de famille mais non de charges. Celles-ci sont rejetées sur la mère, ce qui la rend non-conforme aux normes et justifie sa stagnation professionnelle; le père, non seulement n'est pas handicapé par ces charges (...), mais il est voué à la promotion par ses «charges de famille» : quoi de plus rationnel alors, pour le couple que de privilégier la carrière la plus rentable, celle de l'homme ? La répartition des rôles, imposée au départ dans le monde du travail, devient l'intérêt des individus, et une stratégie économique. De la contrainte comme intérêt objectif et commun aux deux membres du couple, la boucle est bouclée : la «complémentarité» inégale devient un «choix individuel» (...) » (Barthez et Delphy, 1984 : 360).

Au centre des divers travaux menés récemment sur l'activité des femmes, se trouve la question de sa discontinuité (Labourie-Racape et alii, 1977). Cette discontinuité «est l'indice que l'activité féminine ne peut être analysée dans les mêmes termes que l'activité des hommes et qu'elle ne peut être dissociée de l'assignation des femmes au travail reproductif. L'activité des femmes est liée aux transformations du travail domestique au cours du cycle familial : son étude implique donc (...) la connaissance des trajectoires des femmes...» (Chabaud, 1984 : 348).

C'est ainsi que la problématique mise en oeuvre dans ces recherches récentes en sociologie sur la discontinuité professionnelle des femmes, tente de reconstituer l'enchaînement des composantes qui interviennent dans le déroulement de leur vie active. Parmi ces facteurs, l'origine sociale et familiale ainsi que la scolarité jouent un rôle déterminant dans l'orientation des femmes. Par ailleurs, ces études montrent l'importance de considérer le volume et la nature des emplois offerts sur le marché du travail, ainsi que leur «qualité intrinsèque» (horaire, salaire, etc.) pour analyser le «choix» que les femmes sont amenées à poser.

Ainsi, c'est en suivant pas à pas le déroulement de la vie active et familiale des femmes et en prenant en compte l'interrelation complexe de leurs diverses composantes, que des résultats significatifs ont pu être dégagés (Barrère-Maurisson, 1984a, 1984b; Pitrou et alii, 1984; Kergoat, 1983, 1984; Roberts, 1984).

CONCLUSION

Cette revue de littérature avait pour objectif de donner un aperçu des différentes approches du travail féminin en sciences sociales et de suggérer que celle développée en démographie, par le biais du débat sur le lien entre activité et fécondité, constituait un apport méthodologique de premier plan. En effet, l'approche longitudinale qui y est privilégiée est la plus appropriée pour saisir deux aspects fondamentaux du travail féminin : l'enchevêtrement du « temps domestique » et du « temps salarié » qui le caractérise, d'une part, et les profils particuliers de continuité-discontinuité en emploi qui en découlent, d'autre part. La notion de cycle de vie nous paraît à cet égard essentielle, puisqu'elle suppose cette alternance de phases d'activité rémunérée et d'activité domestique. Même si l'objectif des enquêtes sur lesquelles se fonde le débat activité-fécondité n'était pas d'étudier le déroulement de l'activité féminine, ces enquêtes devraient s'avérer un instrument d'analyse très pertinent.

Il est cependant apparu que l'analyse rétrospective des trajectoires d'activités est indissociable de l'étude du contexte dans lequel ces trajectoires se déroulent, c'est-à-dire simultanément le marché de l'emploi et les structures familiales. C'est ainsi que nous avons passé en revue les principaux courants qui se sont attachés à analyser les caractéristiques du marché de l'emploi en ce qui a trait aux femmes, c'est-à-dire la ségrégation professionnelle des sexes et la discrimination. Parmi ces courants, nous avons identifié ceux qui s'inscrivent dans une perspective féministe. Perspective qui, en dénonçant l'invisibilité du travail domestique, introduisait une rupture décisive et imposait un nouveau regard sur le travail féminin, et dès lors sur le travail en général.

Enfin, la démarche dialectique proposée par la seconde génération de féministes marxistes ouvre aujourd'hui un champ de réflexion tout à fait nouveau sur le travail féminin. La vision élargie du concept d'activité qui y est privilégiée, jointe à cette démarche dialectique, constituent selon nous des pistes intéressantes pour une formulation nouvelle du débat activité-fécondité en démographie. En échange, nous l'avons montré, la démographie peut apporter une assise méthodologique solide à cette vaste entreprise de redéfinition théorique du travail féminin, qui interpelle aujourd'hui la recherche en sciences sociales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARMSTRONG, P. and H. ARMSTRONG, 1978. The Double Ghetto : Canadian Women and Their Segregated Work. Toronto, McClelland and Stewart.
- ARMSTRONG, P. and H. ARMSTRONG, 1983. Une majorité laborieuse. Les femmes qui gagnent leur vie, mais à quel prix. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme.
- BARRÈRE-MAURISSON, M.A., 1984a. «Le cycle de la vie familiale. Méthodologie et champ d'utilisation». In N., Le sexe du travail. Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 29-44.
- BARRÈRE-MAURISSON, M.A., 1984b. «Du travail des femmes au partage du travail. Une approche des régulations du travail : le cas de la France depuis 1945». Sociologie du travail, 3, 243-254.
- BARTHEZ, A. et C. DELPHY, 1984. «Le sexe du travail, structures familiales et système productif», compte rendu dans Sociologie du travail, 3, 360-362.
- BECKER, G.S., 1960. «An Economic Analysis of Fertility». In Demographic and Economic Change in Developed Countries. Princeton, Princeton University Press, National Bureau of Economic Research.
- BECKER, G.S., 1964. Human Capital. A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education. New York, National Bureau of Economic Research.
- BECKER, G.S., 1965. «A Theory of the Allocation of Time». Economic Journal, 75, 493-517.
- BEECHY, V., 1978. «Women and Production : a Critical Analysis of Some Sociological Theories of Women's Work». In KUHN, A. and A.M. WOLPE (Eds.), Feminism and Materialism. Boston and London, Routledge and Keagan Paul, 155-197.
- BENSTON, M., 1970. «Pour une économie politique de la libération des femmes». Partisans, 54-55, 23-31.
- BERNIER, C. et M. DAVID, 1978. Le travail à temps partiel. IRAT, Bulletin no 12.
- BLAKE, J., 1968. «Are Babies Consumer Durables ? A Critic of Economic Theory of Reproductive Motivation». Population Studies, 12, 1, 5-25.
- BLAU, P.M. and O.D. DUNCAN, 1967. The American Occupational Structure. New York, Wiley.
- BOYD, M. and E. HUMPHREYS, 1979. Labor Markets and Sex Differences in Canadian Incomes. Ottawa, Carleton University, Department of Sociology, Discussion Paper no 143.

- CHABAUD, D., 1984. «Problématiques de sexe dans les recherches sur le travail et la famille». Sociologie du travail, 3, 346-359.
- CLIFFORD, W.B. and O.L. TOBIN, 1977. «Labor Force Participation of Working Mothers and Family Formation : Some Further Evidence». Demography, 14, 3, 273-284.
- CRAMER, J.C., 1980. «Fertility and Female Employment : Problems of Causal Directions». American Sociological Review, 45, 2, 167-194.
- DANDURAND, R., 1981. «Famille du capitalisme et production des êtres humains». Sociologie et sociétés, 13, 2, 95-111.
- DAVID, H. 1981. «L'organisation du travail et la lutte des classes». In Travailler au Québec, Actes du colloque 1980 de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint Martin.
- DELPHY, C., 1978. «Travail ménager ou travail domestique ?». In A. MICHEL (ed.), Les femmes dans la société marchande. Paris, Presses Universitaires de France.
- DESCARRIES-BÉLANGER, F., 1980. L'école rose... et les cols roses. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint Martin.
- DEVANEY, B., 1983. «An Analysis of Variation in U.S. Fertility and Female Labor Force Participation Trends». Demography, 20, 2, 147-161.
- DOERINGER, P.B. and M.J. PIORE, 1971. Internal Labor Markets and Manpower Analysis. Lexington, Mass.
- EASTERLIN, R., 1978. «What Will 1984 Be Like ? Socioeconomic Implications of Recent Twists in Age Structure». Demography, 15, 4, 397-432.
- EDWARDS, R., M. REICH and D.M. GORDON (Eds.), 1975. Labor Market Segmentation. Lexington, Mass., D.C. Heath Company.
- EISENSTEIN, Z., 1980. «The State, the Patriarchal Family and Working Mothers». Kapitalistate, 8, 43-66.
- HARTMANN, H., 1978. «Capitalisme, patriarcat et ségrégation professionnelle des sexes». Questions féministes, 4.
- HENRIPIN, J. et E. LAPIERRE-ADAMCYK, 1974. La fin de la revanche des berceaux : qu'en pensent les Québécoises. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- JAGGAR, A.M. and P.S. ROTHENBERG, 1984. Feminist Frameworks. Alternative Theoretical Accounts of the Relations Between Women and Men. New York, McGraw Hill.

- JONES, E.F., 1981. «The Impact of Women's Employment on Marital Fertility in the U.S., 1970-1975». Population Studies, 35, 2, 161-173.
- KERGOAT, D., 1983. Les ouvrières. Paris, Le Sycomore.
- KERGOAT, D., 1984. «Plaidoyer pour une sociologie des rapports sociaux. De l'analyse critique des catégories dominantes à la mise en place d'une nouvelle conceptualisation». In N., Le sexe du travail. Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 207-220.
- KUPINSKY, S., 1977. «The Fertility of Working Mothers in the U.S.A. Historical Trends and Theoretical Perspectives». In S. KUPINSKY (Ed.), The Fertility of Working Women. New York, Praeger.
- LABOURIE-RACAPE, A., M. TH. LETABLIER et A.M. VASSEUR, 1977. L'activité féminine. Enquête sur la discontinuité de la vie professionnelle. Paris, Presses Universitaires de France.
- LAPIERRE-ADAMCYK, E., 1978. «L'activité féminine au Québec en 1976», chapitre IV du Rapport de l'enquête de fécondité (1976). Montréal, Département de démographie, 179-210.
- LEHRER, E. and M. NERLOVE, 1982. «An Econometric Analysis of the Fertility and Labor Supply of Unmarried Women». Research in Population Economics, 4, 217-235.
- LEIBENSTEIN, H., 1977. «The Economic Theory of Fertility Survey. Issues and Consideration». In Proceedings of the International Population Conference, Mexico. Liège, International Union for the Scientific Study of Population.
- MESSIER, S., 1984. Les femmes, ça compte. Québec, Conseil du statut de la femme.
- N., 1984. Le sexe du travail. Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble (ouvrage collectif).
- OPPENHEIMER, V.K., 1982. Work and the Family. A Study in Social Demography. New York, Academic Press, Studies in Population.
- ORNSTEIN, M., 1982. L'égalité en milieu de travail. Ottawa, document publié pour le Bureau de la main-d'oeuvre féminine, Travail Canada.
- PARNES, H.S., 1975. «The National Longitudinal Surveys : New Vistas for Labor Market Research». The American Economic Review, 65, 2, 245-249.
- PITROU, A., F. BATTAGLIOLA, M. BUISSON, N. ROUSIER, J. RUFFIER et Y. TOUSSAINT, 1984. «La continuité de l'activité professionnelle : trajectoires d'employées du secteur tertiaire». Sociologie du travail, 3, 290-307.

- POIRIER, J., 1981. Éléments pour une problématique matérialiste de la reproduction humaine. Document dactylographié, examen de synthèse en démographie, Montréal, Université de Montréal, Département de démographie.
- POIRIER, J., 1982. Les disparités de revenu de travail au Canada, une revue de la littérature. Montréal, document dactylographié préparé pour l'Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation.
- POLACHEK, S.N., 1975. «Discontinuous Labor Force Participation and its Effect on Women's Market Earnings». In C.B. Lloyd (Ed.), Sex Discrimination and the Division of Labor. New York, Columbia University Press.
- ROBERTS, C., 1984. «La place de l'emploi dans la vie des femmes; conclusions de l'enquête anglaise sur les femmes et l'emploi». Sociologie du travail, 3, 317-325.
- RYDER, N.B. and C.F. WESTOFF, 1981. «The Impact of Women's Employment on Marital Fertility in the U.S. 1970-1975». Population Studies, 35, 2.
- SMITH-LOVIN, L. and A.R. TICKAMYER, 1982. «Models of Fertility and Women's Work». American Sociological Review, 47, 561-567.
- SOKOLOFF, N., 1980. Between Money and Love. New York, Praeger.
- STATISTIQUE CANADA, 1984. La femme dans le monde du travail. Ottawa, Recensement de 1981.
- SWEET, J., 1982. «Work and Fertility : the Childbearing Decisions». In Greer Litton FOX (Ed.), The Childbearing Decision : Fertility Attitudes and Behavior. Beverly Hills (Calif.), Sage Publications, 197-218.
- TICKAMYER, A.R., 1979. «Women's Roles and Fertility Intentions». Pacific Sociological Review, 22, 2, 167-184.
- VANDELAC, L., D. BELISLE, A. GAUTHIER et Y. PINARD, 1985. Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint Martin.
- WAITE, L.J. and R.M. STOLZENBERG, 1976. «Intended Childbearing and Labor Force Participation of Young Women : Insight from Non Recursive Models». American Sociological Review, 41,2, 235-252.
- WAITE, L.J. and R.M. STOLZENBERG, 1977. «Age, Fertility Expectations and Plans for Employment». American Sociological Review, 42, 3, 769-783.
- WHITE, J., 1983. Les femmes et le travail à temps partiel. Ottawa, Comité consultatif canadien sur le statut de la femme.
- WRIGHT, E.O., 1976. Class Structure and Income Inequality. Ph. D. Thesis, Department of Sociology, University of California, Chapitre 4.

RÉSUMÉ - SUMMARY - RESUMEN

KEMPENEERS, Marianne - QUAND LA DÉMOGRAPHIE S'INTÉRESSE AU TRAVAIL DES FEMMES...

L'objectif de cet article est de donner un aperçu des différentes approches du travail féminin en sciences sociales et de suggérer que celle développée en démographie, par le biais du débat sur le lien entre activité et fécondité, constitue un apport méthodologique de premier plan. En effet, l'approche longitudinale qui y est privilégiée est la plus appropriée pour saisir les aspects fondamentaux du travail féminin, à condition toutefois que l'analyse des trajectoires d'activités ne soit pas dissociée de l'étude du contexte dans lequel ces trajectoires se déroulent, et qu'une vision élargie du concept d'activité soit adoptée.

KEMPEENERS, Marianne - WHEN DEMOGRAPHY CONSIDERS WOMEN'S WORK...

The purpose of this paper is to outline the various approaches to women's work adopted in social sciences, and to suggest that the one developed in demography for studying the interrelationship between work and fertility represents an important methodological contribution. Indeed, the longitudinal approach privileged in demography is the most appropriate for the understanding of the basic aspects of women's work, at least if the analysis of the trajectory of activities is not dissociated from the study of the context within which this trajectory evolves, and if a broadened definition of activity is adopted.

KEMPENEERS Marianne - CUANDO LA DEMOGRAFÍA SE INTERESA AL TRABAJO DE LAS MUJERES...

El objetivo de este artículo es de dar una idea de los diferentes enfoques del trabajo femenino en ciencias sociales y sugerir que el enfoque desarrollado en demografía, por medio del debate sobre la relación entre actividad y fecundidad, constituya un aporte metodológico de primer plano. En efecto, el enfoque longitudinal, el cual se recomienda, es el más apropiado para captar los aspectos fundamentales del trabajo femenino, a condición sin embargo que el análisis de las trayectorias de las actividades no sea disociado del estudio del contexto en el cual dichas trayectorias se desarrollan y que una visión amplia del concepto de actividad sea adoptada.